PENSER, AGIR AUTREMENT EN DÉMOCRATIE
& INVENTER UN FUTUR DÉSIRABLE POUR TOUS

le pacte civique

Le Pacte civique et les échéances électorales de 2017

Révision A du 17 mars 2016

Document validé par l'Equipe nationale du Pacte civique, diffusable sans restriction

Sommaire

RESUME – CONCLUSIONS **2**

PREAMBULE **4**

1/ LE CONSTAT : UNE CRISE DE CIVILISATION QUI S'AGGRAVE **4**

2/ LE MESSAGE DU PACTE CIVIQUE **11**

3/ 2017 – 2022 : EXPOSER NOS PRIORITES THEMATIQUES ET EN DEBATTRE **15**

4/ PROGRAMME D'ACTION DU PACTE CIVIQUE **23**

5/ CONCLUSION : UN MESSAGE D'ESPERANCE ET DE CONFIANCE EN L'AVENIR **26**

Résumé – conclusions

S'il est un point qui doit nous mobiliser, c'est bien d'aider la société civile à peser sur le débat national que les échéances électorales de 2017 vont provoquer. C'est dans cet esprit que nous souhaitons exprimer nos convictions et nos propositions, face à la situation porteuse de toutes sortes de dangers que connaît aujourd'hui notre pays, la France.

Le monde vit en effet aujourd'hui une série de difficultés qu'il faut prendre en compte : guerres disséminées, fragilités économiques, spéculations financières, augmentations des inégalités tant entre les personnes qu'entre les pays, défi écologique, affaiblissement de l'Union Européenne, perte de confiance dans les partis politiques, etc. Nous sommes convaincus que ces difficultés peuvent être surmontées grâce à toutes nos richesses inexploitées, individuelles et collectives, en associant transformation personnelle, transformation de nos organisations et transformation politique.

Le Pacte Civique souhaite contribuer à bâtir un projet politique dans lequel la mondialité s'enrichira de la diversité de tous ses membres, l'Union Européenne saura mobiliser les ressources de son passé au profit de son avenir et la France saura à la fois résorber ses trois dettes financière, sociale et écologique et se rassembler.

Il s'agit **de construire un projet politique pour la France qui redéfinisse notre culture politique, améliore la qualité de notre vie démocratique et reconstruise notre communauté de citoyens.** Ce projet comporterait plusieurs axes, en particulier :

- **celui permettant d'inventer de nouveaux processus démocratiques,** de revoir les modes de désignation de nos élus pour qu'ils soient à la fois plus représentatifs et plus au service de l'intérêt général ;

- **celui permettant de relancer l'emploi : réunion d'Etats Généraux du chômage** débattant des conditions et modalités pour faire de l'initiative, de l'innovation et de l'expérimentation économique et sociale un droit et un devoir, pour réduire la dualisation du marché du travail à partir d'un dialogue social renouvelé, pour équilibrer le temps de travail et le temps de vie, pour universaliser le périmètre de l'assurance chômage et associer demandeurs d'emploi et associations investies dans ce champ à la définition, l'évaluation et l'adaptation des politiques les concernant.

- **celui rendant notre société plus éducative** en développant une éducation tout au long de la vie et interactive entre les générations, en équilibrant éducation disciplinante et éducation épanouissante et en promouvant la cohérence entre ce qui est dit et ce qui est fait.

- **celui engageant la transition écologique**, en particulier dans les domaines de l'énergie et de l'agriculture, en mobilisant tous les outils nécessaires (réglementaires, financiers, fiscaux …), sous l'impulsion de l'État mais en privilégiant les initiatives locales.

- **celui menant à une vraie réforme fiscale**, poursuivant des objectifs de justice, de simplification, de lisibilité et de modernisation, préparée par un vaste débat public impliquant toutes les parties concernées, y compris le citoyen ordinaire, selon la méthodologie rigoureuse du débat partagé.

- **celui visant à refonder l'Union européenne**, en luttant contre la distance croissante qui sépare les citoyens européens des institutions, et en construisant, en particulier, une politique commune en matière de **migrations**.

C’est donc en continuité avec les objectifs définis début 2015 que le Pacte Civique présente ces pistes de travail pour 2017, qu’il souhaite approfondir et partager. Il se fixe deux objectifs :

- observer et valoriser, à l’occasion du débat national de 2017, les efforts de renouveau politique et d’amélioration de la qualité démocratique, en particulier à travers son Observatoire Citoyen de la Qualité Démocratique (OCQD).
- faire converger les multiples initiatives citoyennes et intergénérationnelles que l’on voit se développer aujourd’hui, et favoriser une expression novatrice de la société civile.

C’est donc un message d’espérance et de confiance dans l’avenir que nous voulons transmettre par cette note de propositions.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

Préambule

Le présent document, émis par le Collectif Pacte civique, poursuit deux objectifs :

- lancer le débat à l'intérieur de notre organisation et auprès de nos partenaires sur la manière dont la société civile pourrait intervenir pendant les campagnes électorales de l'année 2017 **;**
- constituer la trame de ce que pourrait être notre message lors du débat politique et citoyen à venir.

Pour dissiper toute ambiguïté, il peut être utile de préciser que notre organisation, qui se veut transpolitique et ouverte sur la société (mais opposée aux extrémismes et intégrismes), ne prendra pas parti entre les futurs candidats, et ne diffusera aucune consigne de vote.

En revanche, nous estimons que la situation actuelle, lourde de toutes sortes de dangers, appelle une réaction, une expression des convictions et des propositions fortes de la société civile, que nous nous efforcerons de construire avec toutes les organisations qui partagent cette préoccupation, et de valoriser dans le débat public.

Bien sûr, nous exprimons ici nos convictions sans chercher des convergences a priori avec tel ou tel acteur. Que cette véhémence ne soit pas interprétée comme un refus d'écouter et de prendre en compte des analyses et des propositions différentes.

Enfin, nous comptons bien utiliser la confrontation que nous initions pour évaluer la pertinence de notre parole et de notre démarche.

1/ Le constat : une crise de civilisation qui s'aggrave

1.1 - Une crise planétaire et multiforme

La crise multiforme identifiée en 2011 par le Pacte civique s'est approfondie et apparaît de plus en plus comme une crise de notre civilisation occidentale.

Crise économique et financière

L'économie mondiale ne s'est pas effondrée après la terrible crise de 2008. Le sauvetage des banques a temporairement endetté les États (qui ont continué à s'endetter souvent par ailleurs) sans permettre de toutes les consolider ; surtout, les progrès en matière de régulation financière restent trop lents.

L'économie mondiale demeure fragile. L'injection massive de liquidités par les banques centrales ne suffit plus à doper l'économie réelle. Elle contribue à créer des bulles financières redoutables. Les économies « émergentes », Chine en tête, sont confrontées à d'inquiétantes contradictions entre des priorités incompatibles à court terme comme compétitivité et respect de l'environnement. Les tensions internationales se sont considérablement aggravées. En bref, nous vivons sous la menace permanente de déflagrations financières d'une violence comparable à celle de 2008.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

Crise sociale et déséquilibres internationaux

Dans la plupart des sociétés, les inégalités ont beaucoup augmenté depuis la fin des années 80. Dans les pays développés, les riches deviennent plus riches et la pauvreté s'accroît.

Le chômage, qui avait explosé partout en 2008, s'est réduit dans de nombreux pays, souvent grâce à la multiplication des emplois précaires et mal payés, qui ne mettent pas à l'abri de la pauvreté, mais il reste insoutenable dans beaucoup d'autres.

Mais rassurons-nous, les plus riches se portent bien : la part du patrimoine mondial détenue par les 1% les plus riches avoisine maintenant les 50%.

La situation des pays les plus pauvres, cumulant souvent pauvreté, corruption, guerre et dérèglement climatique, ne s'améliore pas, alimentant l'émigration et le terrorisme.

Des foyers de chaos inextricables, comme la Syrie, l'Irak et la Lybie, se sont formés sur les décombres d'interventions occidentales mal conduites, poussant des millions de personnes sur les routes incertaines de l'émigration.

Crise écologique

Les températures continuent à croître sur notre planète. Le réchauffement climatique n'est plus une simple menace pour le futur : il a été confirmé en 2010, l'accroissement de la température moyenne atteignant déjà +0.85°C par rapport à l'ère préindustrielle. Et concrètement, malgré le coup de frein apporté par la crise économique de 2008, les émissions de gaz à effet de serre continuent à croître.

Plus largement, c'est tout notre environnement qui est mis en danger par les surexploitations et les gaspillages.

Une piste d'espoir : l'accord historique conclu entre les 195 pays de la planète en décembre 2015 à l'issue de la COP 21. Tout reste à faire, mais les bases d'une lutte efficace contre le dérèglement climatique sont posées.

Crise des valeurs, crise du sens

Les valeurs « libérales » (au sens économique) qui ont, à partir des années 1980, remplacé celles qui avaient structuré la vie collective pendant l'après-guerre et les « 30 glorieuses », ont maintenant fait la preuve de leur incapacité à répondre aux besoins du monde. Le « *triomphe de la cupidité*[1] » conduit à l'accroissement des inégalités, au développement de la pauvreté et à la remise en question de l'État providence.

Les valeurs « libérales » ne sont d'aucun secours pour faire progresser la solidarité planétaire indispensable à une lutte efficace contre le dérèglement climatique. Elles ont pu, en revanche, converger avec les valeurs hédonistes (voire libertaires) et antiautoritaires de l'après-68, pour supprimer de nos existences toute « verticalité[2] », toute référence à un « plus que soi-même », religieux ou athée, appelant à un dépassement de soi reposant sur le sens du bien commun, l'intelligence du cœur et l'engagement collectif. Cette perte de repères rend malheureusement les individus les plus fragiles des sociétés développées particulièrement perméables aux sirènes de l'intégrisme et du fondamentalisme et à leurs dérives, parfois sanglantes.

---

1 Titre d'un célèbre ouvrage de l'économiste américain Joseph E. Stiglitz (Les liens qui libèrent, 2010)

2 Voir Abdennour Bidar, Le Monde, 27/10/2015

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

Sommes-nous impuissants, pris désormais entre le marteau de Daech et l'enclume du Front national ? A cette question, Abdennour Bidar[3] a répondu par la négative. Il est possible selon lui de réagir, mais à condition de partir d'un diagnostic juste et d'admettre que l'Occident traverse une véritable crise spirituelle, mère de toutes les crises. Le dénominateur commun de toutes nos crises est, à ses yeux, qu'elles sont des crises du lien : avec la nature, avec l'autre, avec soi-même, et donc avec la vie. Or, qu'est-ce qu'une crise du lien, au sens le plus large du terme, sinon une crise spirituelle ? L'Occident a perdu l'art et la manière de se saisir de ce rapport au spirituel.

Crise du projet européen

L'Europe, faute d'une politique économique et sociale commune, reste une zone de croissance « molle » porteuse d'inégalités. Sa place dans l'économie mondiale comme son influence se réduit, même si elle reste un continent riche. Les modes de son futur développement équilibrant mieux qualité de vie, solidarités et dynamiques productives restent à redéfinir.

Elle paye maintenant le prix de son inaction face aux défis à relever et de sa timidité passée. Si les institutions européennes ont effectivement réussi à éviter l'effondrement économique en 2008, elles ont peu contribué à enrayer le chômage qui sévit dans de nombreux pays de l'Union, provoquant le désamour des peuples et la montée des partis anti-européens. Le manque d'Europe passé menace l'Europe future qui doit affronter les divergences entre pays de la zone Euro (où l'évolution à part de l'Allemagne pose problème) et avec l'Angleterre, les pays du Sud, les pays de l'Est, etc. Ces divisions et l'influence croissante des forces nationalistes et xénophobes rendent difficile la gestion des crises auxquelles l'Europe est confrontée. L'année 2015, entre crise grecque et afflux migratoire, a été particulièrement éprouvante à cet égard.

Elle a également mis en lumière un autre défi auquel l'Europe est confrontée : le terrorisme. La dimension européenne des attentats de janvier 2015 subis d'abord par la France et des réactions qu'ils ont suscitées est très vite apparue : le discours et la stratégie de Daech, même s'il établit quelques variantes entre les pays, s'attaque bien à la culture européenne prise comme un tout. Les réactions antimusulmanes que les attentats ont provoquées prennent bien pour frontières celles du continent lorsqu'elles dénoncent le multiculturalisme.

C'est bien également à l'échelle de l'Europe que se cherchent les réponses adaptées à deux besoins qui découlent de ces événements : le renforcement de la sécurité et les modalités du vivre ensemble. En fait, c'est tout le projet européen qui doit être renouvelé, ce qui demande à la fois la volonté d'en délibérer et le choix de dirigeants capables d'animer des débats constructifs et de porter les projets qui en découleront.

Les catastrophes de divers types qui menacent notre monde, et en premier lieu l'accumulation des dettes financières, écologiques et sociales, nous conduisent à tirer la sonnette d'alarme sur la nécessité de ne pas laisser aux puissants le soin d'inventer notre avenir, d'où l'importance de renforcer la citoyenneté, du local au global.

Cette citoyenneté doit s'ancrer sur une culture populaire qui fournisse des bases solides et renouvelées au vivre ensemble : loin de la peur, du mépris et de la haine de l'autre qui enveniment les relations entre les personnes dans les organisations, les entreprises, à l'école, dans les actes de la vie quotidienne, dans tous les

[3] Propos recueillis lors de la soirée organisée par le Pacte civique au Forum 104, le 8 décembre dernier, en partenariat avec Coexister, Démocratie et Spiritualité et Pouvoir d'agir.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

lieux où le collectif est en jeu, cette culture doit redonner un sens à l'action collective et rétablir des liens de confiance et de compréhension mutuelle entre les personnes et les communautés.

« Cette vitesse vertigineuse à laquelle le monde court vers l'avenir s'accompagne d'une absence de contrôle sur la direction de la marche. Dans ce voyage à l'aveugle du passager français, on a réussi à escamoter entièrement la question essentielle, celle de la destination, et de la remplacer par celle du confort matériel à l'intérieur du véhicule. » **Romain Gary**

1.2 - Des particularités bien françaises

Des performances économiques et sociales en baisse

La France partage avec les pays d'Europe du Nord un poids important des dépenses publiques, lié en particulier à un « Etat providence » globalement plus généreux que dans bien d'autres pays. Ce choix présente des avantages : l'aide aux familles soutient efficacement la natalité ; les dépenses de santé et d'éducation sont largement prises en charge par la collectivité ; l'accès au sport et à la culture est largement répandu ; la redistribution opérée par l'ensemble du système fiscal et social a permis que les inégalités croissent un peu moins qu'ailleurs.

Mais malgré l'importance de son prélèvement sur la richesse nationale, l'action publique ne présente pas de bonnes performances dans tous les domaines :

- Dans le domaine de l'emploi, la France fait plutôt exception : contrairement aux pays voisins qui connaissent des fluctuations importantes en fonction des cycles macroéconomiques, le chômage en France croit régulièrement et inexorablement depuis 1980, sauf courtes périodes de rémission. Il touche plus spécialement les jeunes et les plus âgés. C'est la plus flagrante et la plus dévastatrice des inégalités.

- Le système éducatif français perd en performance et en pertinence. Il parvient de moins en moins à compenser les inégalités de départ et à assurer l'égalité des chances. Le sentiment de déclassement se généralise.

- La fracture s'accentue entre les territoires, l'activité économique et donc la richesse se concentrant souvent autour des grandes métropoles pendant que les périphéries s'appauvrissent. Malgré des efforts financiers importants, la Politique de la ville menée depuis 25 ans n'a pas évité que certains quartiers urbains cumulent les handicaps.

Sans être aussi catastrophiques que l'annoncent les déclinistes de tous bords, la situation économique de la France, sa compétitivité globale et son attractivité ne s'améliorent pas. La réduction drastique des capacités de production industrielle n'y est sans doute pas pour rien, entraînant avec elle des pertes de savoir-faire dommageables à l'ensemble de l'activité économique.

Une crise de la représentation

Les organisations chargées de représenter les citoyens et d'exprimer leurs aspirations sont très majoritairement en perte de vitesse : syndicats professionnels, partis politiques ainsi que la plupart des grandes associations : moins d'adhérents, moins de moyens, moins d'audience. Les citoyens, quand ils ne sont pas

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

happés par les contraintes de la vie, se reconnaissent de moins en moins dans ces organisations collectives structurées.

Le dynamisme et la créativité se situent de plus en plus du côté de communautés locales plus « liquides », animées par les jeunes générations, développant et faisant aboutir des projets économiques, sociaux ou conviviaux alternatifs et innovants, communiquant par Internet et les réseaux sociaux.

C'est dans le domaine politique que la crise de la représentation est la plus aiguë. Elle se manifeste par la progression de l'abstention aux élections et par la dégénérescence des partis, devenus des corporations d'élus, incapables de proposer à la société des projets et des visions mobilisateurs. Les partis ne communiquent, et mal, avec les citoyens que pendant les campagnes électorales, aguichant l'électeur avec des promesses qu'ils ne tiendront que partiellement ou pas du tout, même lorsque leurs engagements sont sincères.

La politique en question

Car il devient de plus en plus difficile de mettre en mouvement, et même simplement de gouverner notre pays paralysé par de multiples contraintes, en particulier par la lourdeur de ses procédures, de son administration et de son fonctionnement politique, souvent aussi par un manque de méthode et de pédagogie dans la manière de gouverner[4].

Cette difficulté doit être repensée dans sa dimension historique : une France saignée à blanc par la guerre de 14-18, vaincue en 1940, à nouveau réunie en 1945 grâce à la résistance et à l'intervention alliée. La puissante dynamique de reconstruction, de développement technique et culturel et de solidarité qui a marqué l'après-guerre a malheureusement été polluée par une décolonisation difficile et mal assumée. L'attention exclusive portée au développement matériel et à l'enrichissement personnel et collectif a engendré une société sans âme, marquée par l'ennui. La secousse de 1968 a permis le développement de nouvelles énergies et favorisé une modernisation des esprits marquée plus par le rejet des conformismes que par l'éclosion d'un nouveau projet de société. On a continué, dans un contexte économique déprimé, à jouir des bienfaits de l'État Providence et de l'héritage des trente glorieuses, tout en laissant se constituer une classe de plus en plus nombreuse de laissés pour compte. La montée de l'indignation face aux inégalités et à l'emprise de la finance depuis la fin du siècle dernier, peut-elle engendrer d'autres dynamiques que le rejet systématique des sortants ? Quelle boussole pour notre société, après les errements politiques qui se sont aggravés lors des deux derniers quinquennats présidentiels ?

Précisons quelques-uns de ces errements politiques :

- non seulement de moins en moins de citoyens élisent les élus locaux et les députés européens, mais le vote se dévalorise quand nos leaders politiques ne tirent pas les conséquences de leurs défaites électorales, à la différence de de Gaulle en 1969 : Mitterrand est resté président en 1986 alors que son camp avait été sévèrement battu aux élections législatives et Chirac a fait de même en 1998. Chirac a gouverné à droite alors qu'il avait été réélu aussi grâce aux voix de gauche en 2002. Chirac et Sarkozy n'ont pas tenu compte du non au référendum sur le projet de constitution européenne en 2005, etc.

[4] Les rapports 2013, 2014 et 2015 de l'OCQD (Observatoire Citoyen de la Qualité Démocratique) analysent de manière critique la manière dont certaines réformes ont été conduites, et les réactions qu'elles ont provoquées au sein de la société.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

- le processus de décision politique est dévalorisé faute de discernement sur les méthodes démocratiques adaptées à chaque cas : François Hollande a fait passer le « mariage pour tous » en divisant les français suite à un long épisode parlementaire peu fructueux alors qu'une union civique aurait pu être votée après une concertation permettant de trouver un compromis ; il risque d'en être de même avec la déchéance de nationalité, ND des Landes, la réforme du code du travail, etc.

- il existe une incapacité à présenter avec courage et pédagogie les décisions difficiles à prendre comme la réforme de la fiscalité, les taxes sur les pollutions, etc.

Une France divisée

La difficulté de gouverner la France n'a pas pour seule cause les errements politiques de ces dernières années. Elle a aussi à voir avec les multiples divisions qui fracturent notre société :

- Division entre classes sociales : aisance et stabilité d'un côté, pauvreté et précarité de l'autre, même si les frontières ne sont pas toujours étanches ;

- Division entre hommes et femmes, celles-ci subissant toujours, malgré l'ampleur de la prise de conscience féministe, de fortes discriminations ;

- Division entre territoires : zones dynamiques (métropoles, zones touristiques, pôles innovants...) et périphéries reléguées (territoires perdus de la République, petites villes en déshérence, zones rurales éloignées...) ;

- Division civique, qui oppose l'agir libéral, individualiste et anti-impôt (« laissez-moi mener mes petites affaires à ma manière ») à la solidarité sociale et l'engagement collectif sous toutes ses formes ;

- Division culturelle, opposant les tenants (et souvent bénéficiaires) de l'ouverture au monde et de la mondialisation, à ceux qui voient l'avenir à l'intérieur d'une nation fermée et protectrice ;

- Division générationnelle, marquée par des appréhensions très différentes de l'engagement collectif et de la communication, et bien sûr par le clivage numérique ;

- Divisions idéologiques variées, qui parfois se recoupent :
    - Les « *alternatifs* » au sens large, privilégiant l'expérimentation innovante versus les « *étatistes* » qui comptent sur l'intervention publique pour faire évoluer la société ;
    - *Ceux de droite*, plus attachés au droit et à la responsabilité individuels, versus *ceux de gauche*, qui croient plus aux droits sociaux et à l'action collective, même si ce clivage perd souvent en pertinence ;
    - Les « *laïcs stricts* » qui s'efforcent de renvoyer la religion vers la sphère privée, versus les « *laïcs ouverts* » qui estiment positif l'apport des différentes spiritualités et religions à la vie de la société ;

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

- A l'intérieur de chacune des religions, et y compris chez les athées, les « *fondamentalistes* », qui croient à une vérité révélée une fois pour toutes, versus les « *progressistes* », qui prônent l'évolution du dogme et l'adaptation à la modernité ;
- Les « *jacobins* » versus les « *décentralisateurs* » ;
- Les « *démocrates participatifs* », qui réclament une plus grande implication citoyenne dans les décisions collectives, versus les « *démocrates représentatifs* », qui font confiance aux élus pour régler les problèmes.

Un point, hélas, nous unit : c'est que nous sommes tous, à des degrés divers, imprégnés de ***culture gauloise*** : nous préférons l'affrontement idéologique au dialogue et à l'écoute de l'autre, nous sommes persuadés que notre vérité est meilleure que celle de notre interlocuteur, nous privilégions le verbe et la pureté idéologiques à la recherche, patiente et modeste, du compromis.

Cette disposition d'esprit est certainement la particularité française la plus dévastatrice, celle qui empêche notre société de s'approprier un récit commun, celle qui rend si difficile le gouvernement de notre pays.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

2/ Le message du Pacte civique

L'analyse de « *cette crise qui vient de loin et qui ébranle nos certitudes* [5]» par les initiateurs du Pacte civique se voit largement confirmée par les évolutions de notre société au cours des cinq ans écoulés depuis son lancement en mai 2011. Nous rappelons donc ci-après le message initial du Pacte civique actualisé à la marge pour tenir compte de l'aggravation de la situation et de nos nouvelles réflexions en lien avec notre action.

2.1 - L'indispensable synergie entre transformation personnelle, collective et politique

L'intuition fondamentale - et particulièrement novatrice - du Pacte civique était que la marche vers une société meilleure requiert un engagement à trois niveaux : individuel, collectif et politique. Cette priorité est trop souvent exprimée sous forme d'un diptyque comme celui de la nécessité d'une cohérence entre le comportement individuel et l'engagement social ; c'est pourquoi le Pacte civique a présenté les 32 engagements qu'il proposait en les scindant en engagements personnels, engagements des organisations et de leurs membres et engagements politiques. Notre conviction est que nous ne réussirons notre mutation démocratique qu'en développant les synergies entre transformation personnelle, collective et politique.

Une articulation vécue en vérité entre ces trois modes d'engagement oblige chacune et chacun à prendre le temps de l'autoévaluation, à vérifier son comportement civique (respect des règles de vie en société), à s'interroger sur son attitude au sein des collectifs auxquels il ou elle participe, et en particulier à s'assurer que l'indispensable estime de soi ne se transforme pas en culte de l'ego aux répercussions dévastatrices. Les jeunes générations, moins schizophrènes que leurs aînées, recherchent souvent une plus grande unité entre l'engagement professionnel ou social de chacun(e) et ses convictions profondes. Il reste alors à les aider à percevoir la dimension politique de leur recherche de cohérence.

Nous ne croyons pas au « tout politique », mais pas non plus à l'émergence d'une nouvelle civilisation par simple addition des multiples réalisations prometteuses qui fleurissent de toute part. L'une de nos missions essentielles dans la période qui s'ouvre est bien de tisser ce lien indispensable entre expériences innovantes, dynamiques coopératives, méthodes renouvelées prenant en compte la révolution numérique et **des** institutions réadaptées. Ceci doit donc conduire à revoir les relations entre mondes politique, associatif, syndical « à l'ancienne » et communautés alternatives. Reconnaissons qu'il y a encore beaucoup à faire, en particulier auprès de certaines formations politiques qui ne conçoivent la délibération politique qu'à l'intérieur de cénacles rassemblant des élus et leurs « amis ».

2.2 - Les valeurs

Nos quatre valeurs cardinales restent pertinentes pour guider les évolutions nécessaires de notre vie en société. Elles sont mieux partagées au sein de la société civile militante que dans le monde politique, souvent en retard d'un train par rapport aux forces vives de la société. Si l'idéal de justice est généralement revendiqué, sous la protection de notre « État de droit », il n'en va pas de même de la créativité, porte ouverte à toutes les remises en question, de la sobriété, qui suppose un profond bouleversement de la pensée économique dominante, et bien sûr de la fraternité, malgré son statut de troisième valeur de la République.

[5] Plateforme commune des initiateurs du Pacte civique, livre bleu page 13.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

Face au délitement des repères spirituels et moraux, face à l'hégémonie totalitaire du « fondamentalisme marchand », ces quatre valeurs constituent un socle simple et équilibré qui fournit à chacun(e) des critères de jugement et d'action pour affronter la complexité du monde.

Les événements exceptionnels de l'année 2015 nous ont amenés à mettre particulièrement l'accent sur la fraternité et sur la nécessité de faire de la politique autrement dans un monde en gestation difficile.

2.3 - Faire vivre la fraternité

Comment se fait-il que cette composante tierce de la devise républicaine soit si peu débattue, si peu explorée dans son contenu ?

On a cru que la mise en place de la Sécurité sociale et des grands mécanismes de solidarité suffisaient à donner vie au principe Fraternité. Cela a sans doute été vrai un temps. Mais aujourd'hui, ces mécanismes essentiels ne suffisent plus à défendre la cause humaine, menacée par l'exclusion, tandis que le visage inhumain de la mondialisation se dévoile à son tour.

La fraternité n'est pas la cerise sur le gâteau de la solidarité, elle en est au contraire le fondement. Elle peut inspirer toutes nos constructions collectives, tant pour éviter le pire que pour opter pour le meilleur, pas toujours facile à appréhender.

Mais la fraternité peut-être, si on le décide, si on le veut vraiment, le principe inspirateur de l'ensemble de nos comportements, du fonctionnement de nos organisations, du déroulement de nos politiques publiques, une manière aussi d'animer et de donner une âme à la mondialisation.

Il nous faut donc réfléchir à ce que pourrait être la fraternité dans une société sécularisée, pluraliste, travaillée par la mondialisation, alors que nos cœurs ont tendance à s'endurcir.

Alors que nous avons été nombreux à vibrer ensemble à la suite des attentats de 2015, nous sentant frères et sœurs, demandons-nous pourquoi il y a une fraternité qui ouvre aux autres et une fraternité qui se construit dans l'appartenance à un clan qui rejette ceux qui n'en font pas partie. Comment passer d'une fraternité qui ligue à une fraternité qui lie ?

La fraternité s'épanouit dans des processus temporels rendant compatible la différence avec la similitude grâce à des liens qui libèrent. Interrogeons-nous sur le rôle de la fraternité dans une communauté, appelons à la bienveillance pour ne pas tomber dans la surveillance et à la reconnaissance mutuelle qui revisite le sens d'un lien fraternel ouvert au grand air, non réductible à un lien politique abstrait.

La fraternité est une expérience festive de la coopération sociale qui a été attaquée le 13 novembre 2015. Comme nous le suggère JP Pierron[6] , « *Une société suppose certes l'explicitation d'un contrat social, mais également le partage éprouvé d'un pacte fraternel (…). La sécurité sociale, les solidarités technoscientifiques des services des eaux, les mutuelles, les services dits services sociaux, etc., tous, dans leur langue même, traduisent une forme de fraternité*» ; cette fraternité est indispensable pour affronter « *les périls de la dilution sociale dans les excès de l'individualisme et de l'atomisation consumériste, leur opposant une pensée de la société non en terme d'échanges, mais de don : la coopération sociale.* »

[6] « *Suis-je vraiment le gardien de mon frère* ? », article de Jean-Philippe Pierron publié dans Etudes (février 2016)

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

Le Pacte civique s'est pleinement engagé à faire vivre la fraternité en lançant en 2015 un groupe de travail sur sa dimension anthropologique, en soutenant depuis 2011 l'appel à la fraternité, en publiant mi janvier 2015 un appel intitulé *« L'esprit du 11 janvier 2015 »* dans lequel il affirmait l'urgence de développer le volet fraternité, et demandait au Président de la République de lancer un grand débat sur ce thème.

Déçu de l'absence de réponse, il appelle à faire du prochain quinquennat celui de la fraternité et il interpellera en ce sens les candidats aux élections législatives et présidentielles.

2.4 - Une vision ouverte de l'avenir

Nous ne savons pas bien ce dont quoi demain sera fait. Nous connaissons les risques que court l'humanité et les défis qu'elle doit résoudre. Nous savons ce qu'il ne faut pas faire ou plus faire, ce que l'expérience historique nous a appris. Même si nous ne savons pas bien vers où aller, nous avons des repères pour avancer :

- créer les bases de la civilisation de la mondialité où les différences coexistent et s'enrichissent les unes des autres dans un pluri-universalisme construit en commun ;
- promouvoir une Union européenne plus exemplaire, force de sagesse et d'équilibre, capable de mobiliser les ressources de son passé au profit de l'avenir ;
- en France, faire de la politique autrement pour résorber ensemble les trois dettes, financière, sociales et écologiques et inventer un futur souhaitable pour tous ;
- dans nos territoires, pratiquer une fraternité créative, axée sur la sobriété et la justice.

Les citoyens du monde résistant au jeu des puissants

Les impérialismes des États dominants comme les positions dominantes des multinationales (banque, internet, énergie, chimie, pharmacie...) laissent la plupart des habitants de notre planète désarmés face aux défis que nous devons affronter ensemble pour rendre notre monde plus humain. A ceci s'ajoutent les exactions des dictateurs et de leurs entourages qui veulent garder leur pouvoir, et les manipulations nationalistes des dirigeants qui jouent la carte du populisme.

Heureusement, peu à peu, les capacités de contrer les puissants augmentent grâce aux lanceurs d'alerte et aux veilleurs, aux réseaux citoyens, aux forums mondiaux... Des collectifs, des journalistes, des artistes permettent des prises de conscience et dans certains cas ouvrent des pistes pour agir (voir le film « *DEMAIN* »). Des processus de concertation dans la durée donnent des pistes pour réguler nos démesures. Restent à redécouvrir et à écouter des prophètes comme Gandhi, Mandela, Havel pour redonner du souffle à notre projet politique, mais aussi à faire émerger le meilleur des nouvelles générations.

Apprendre l'Europe

La construction européenne est l'apprentissage d'un rapport au politique plus comme pouvoir de régulation que comme source d'identité. Comme l'écrit Jeremy Rifkin, « *L'union européenne est la première expérience d'institution gouvernementale dans un monde qui renonce progressivement au niveau géographique pour accéder à la sphère planétaire. Elle ne régit pas des relations de propriété au sein des territoires, elle gère bien davantage une activité humaine incessante et constamment mouvante dans des réseaux mondiaux » .* Une telle mutation n'est possible que si les consciences évoluent vers une citoyenneté européenne et planétaire.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

Tout ceci montre l'importance pour chacun et pour tous de s'ouvrir sur l'Europe et sur le monde pour comprendre ce qui se passe, pour vaincre ses peurs en percevant les défis à relever, pour agir en fonction de ses capacités et des ses réseaux, du local au global.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

3/ 2017 – 2022 : exposer nos priorités thématiques et en débattre

3.1 - Partager une vision de l'avenir fondée sur des convictions communes

Pour partager une vision de l'avenir entre Français, nous devons nous accorder sur un socle commun de convictions comme celles-ci :

- L'homme ne se réduit pas à sa condition d'**individu**, malléable à volonté, d'autant plus libre qu'il se détache de tout (histoire, patrie, famille, identité…). Nous considérons l'homme comme une **personne** de dignité inconditionnelle, en relation avec les personnes et le milieu qui l'entoure où il est appelé à œuvrer pour le bien commun et à partager ce qui fait le sens de sa vie. Il est d'autant plus libre d'entrer en relation avec les autres qu'il cultive la cohérence entre ses insertions (une histoire, une patrie, une famille, une identité, des activités), ses convictions et ses actes.

- L'action individuelle est indispensable (si elle surmonte le risque de dispersion et d'oubli du bien commun), mais l'action collective l'est tout autant (lorsqu'elle s'écarte du conformisme et de l'autoritarisme). Elles sont complémentaires ; ce qui nous manque, c'est de savoir **articuler transformation personnelle, transformation sociale et transformation politique** (voir §2.1).

- Face aux défis que doit relever notre pays, nous proposons de réaliser un diagnostic de nos difficultés actuelles pour permettre les prises de conscience indispensables. Ceci doit conduire non seulement à des remises en question de nos comportements, mais à des efforts permettant de conduire les changements dans divers domaines **dans le cadre d'une société plus civique** capable d'affronter les mutations en cours.

- La dimension spirituelle ne doit plus être occultée, ni l'importance de transmettre les sagesses qui permettent une vie personnelle et collective équilibrée. Loin de tout prosélytisme, la mise en œuvre de l'éthique républicaine et la promotion de la fraternité (voir §2.3) requièrent **les forces de l'esprit et l'intelligence du cœur**.

A partir de ce socle de convictions (à discuter), il est proposé de **construire un projet politique pour la France** qui pourrait privilégier les axes de travail suivants :

- **redéfinir notre culture politique** pour rendre cohérents nos convictions de personne, nos comportements de citoyen et nos processus démocratiques ;

- **améliorer la qualité de notre vie démocratique** en articulant la promotion de l'implication citoyenne, le renouveau de l'éducation civique, l'adaptation de nos institutions pour favoriser la coopération entre représentants et représentés et leur responsabilisation, le recours à des méthodes et procédures démocratiques adaptées aux problèmes à traiter (consultation, tirage au sort, délibération, construction de désaccords féconds, etc.), l'encadrement du rôle des lobbys … ;

- **refaire une communauté de citoyens** en retissant du lien social et en bâtissant des ponts pour se parler, se comprendre, dialoguer et donc accepter que l'avis d'autrui soit à prendre en compte. Ceci doit favoriser les prises de conscience et les remises en question qui conduisent à s'impliquer au service de la collectivité, à agir ensemble sur le terrain, à proposer des accompagnements pour les marginalisés et pour les victimes des inhumanités de notre société individualiste.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

3.2 - De nouveaux processus démocratiques pour faire de la politique autrement

La difficulté actuelle est non seulement de dégager une vision politique partagée avec le peuple et en cohérence avec le meilleur de notre culture, mais une fois le socle politique redéfini et le cap fixé, de mobiliser notre pays autour de ce projet politique à décliner en programme et à mettre en œuvre grâce à des processus démocratiques permettant de faire de la politique autrement.

Le passage à un tripartisme complique actuellement la donne politique marquée par de multiples clivages plus ou moins pertinents et par une capacité réduite de dépasser les oppositions pour construire l'avenir. A ceci s'ajoute la difficulté de trouver le bon équilibre entre décentralisation, impulsion d'une politique nationale par l'État, inscription de nos politiques dans une dynamique européenne et dans une perspective mondiale. Mais cette situation difficile peut être l'occasion de mobiliser les forces de notre pays qui cherchent à faire émerger un renouveau politique.

Il s'agit d'allier le fond du projet politique à la forme selon laquelle il est conduit. Sa mise en œuvre doit reposer sur une démocratie d'exercice qui s'appuierait sur de nouvelles institutions.

Pour développer cette démocratie d'exercice, il faut des capacités citoyennes renforcées (voir §3.4 sur la société éducative) et des institutions adaptées. Ici se confrontent deux tendances, d'une part ceux qui pensent qu'il faut s'appuyer sur une société qui a retrouvé confiance en elle grâce à la mise en œuvre des méthodes démocratiques (ce qui permet plus facilement de connaître les opinions, de délibérer, de faire voter, etc.) pour ensuite discerner les changements institutionnels nécessaires, d'autre part ceux qui veulent, après les échéances électorales de 2017, organiser en priorité une Constituante pour instituer une Sixième République. La confrontation de ces deux approches méritera, dans les mois qui viennent, débat et approfondissement.

Parmi les points institutionnels à trancher, on retrouve les éternels équilibres à trouver entre :

- pouvoir parlementaire par rapport à pouvoir présidentiel,
- chambres parlementaires à instituer (Sénat ou non, CESE ou non, 4ème Chambre, etc.)
- degré et forme de la décentralisation et de l'organisation territoriale
- modes de scrutins (part de proportionnelle, cumul des mandats…)
- contrôle de l'application effective, dans les délais prévus, des lois et réformes votées par le Parlement
- etc.

Mais on trouve surtout la création d'un nouveau socle institutionnel permettant la démocratie d'exercice, un nouvel équilibre entre démocratie citoyenne et démocratie représentative, des modes de décision donnant toute leur place, chaque fois que c'est utile, à de nouvelles méthodes démocratiques (notamment l'usage du tirage au sort et des outils numériques), à la consultation des citoyens, à la délibération... Il s'agit de passer de l'interpellation et/ou de la contestation des politiques à la « réappropriation » citoyenne du politique.

D'autres thèmes importants mériteront réflexion et approfondissement : la citoyenneté européenne, « objet politique nouveau », disait Jacques Delors, qui reste essentiellement à construire, dans un rapport dialectique avec le sentiment d'appartenance à l'Europe ; les nouvelles modalités de fonctionnement que pourraient adopter les partis politiques pour redevenir des outils vivants de notre vie publique ; le statut de l'élu ; etc.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

3.3 - Une société mobilisée contre le chômage

Nous proposons la réunion d'États Généraux du chômage et de l'emploi qui devront traiter de trois questions simples, mais déterminantes :

- Voulons-nous vraiment, sincèrement, profondément, réduire le chômage, restaurer l'emploi et rétablir le droit au travail, au niveau national comme au niveau européen ? Avons-nous un vrai désir d'emploi ?
- Sommes-nous convaincus que c'est possible ? Y croyons-nous ?
- Acceptons-nous d'en payer le prix et de changer nos habitudes ? Acceptons-nous de changer de regard, de changer de méthode, et de changer d'échelle ?

Pour répondre de manière concrète à ces questions, nous faisons cinq propositions:

1/ Faire de l'initiative, de l'innovation et de l'expérimentation économique et sociale à la fois un droit et un devoir :

L'élargissement de la base sociale de l'initiative, sous toutes ses formes, tant individuelle que collective, tant entrepreneuriale qu'associative, tant marchande que coopérative, tant territoriale qu'en réseau, nous parait une condition nécessaire pour le retour au plein emploi.

2/ Pour réduire la dualisation du marché du travail, franchir une nouvelle étape dans la responsabilité sociale des entreprises, des syndicats et des administrations en élargissant le rôle du dialogue social :

En particulier, les différents allègements de contributions sociales qui ont été décidés au fil du temps seront désormais liés à des accords en bonne et due forme dans les entreprises et les branches, non pas pour fixer des objectifs chiffrés d'emploi, mais pour que soit défini en commun l'usage le plus favorable à l'emploi des sommes ainsi redistribuées ;

3/ Rouvrir sous de nouvelles formes le débat sur le temps de travail et les temps de vie

4/ Élargir le périmètre de l'assurance-chômage pour universaliser celle-ci comme il a été fait pour les autres régimes sociaux.

5/ Associer les demandeurs d'emploi et les associations qui s'efforcent de les représenter à la définition, à l'évaluation et l'adaptation des politiques qui les concernent et les aider à s'organiser à cet effet.

Ces propositions à développer dans le cadre d'États Généraux du chômage et de l'emploi, sont évidemment à compléter par la définition d'une ***politique européenne*** dotée de moyens suffisants, et faisant de la transition écologique et de la création d'emploi des priorités partagées.

3.4 – Rendre notre société plus éducative

Tout le monde constate qu'il devient plus difficile d'éduquer les jeunes et de transmettre des valeurs entre générations. Par ailleurs les acteurs de l'éducation se sentent moins considérés et plus isolés, moins en prise sur le réel compte tenu d'un environnement qui bouge rapidement. Pourtant l'éducation et la jeunesse sont considérées comme prioritaires et les outils nouveaux offrent de multiples perspectives d'échanges et d'innovations.

Trois priorités pourraient être proposées :

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

- promouvoir une éducation tout au long de la vie, interactive entre générations, reposant sur une alliance entre la société, la famille et les communautés éducatives, promouvant l'articulation entre transformation personnelle et collective... ;

- chercher à équilibrer éducation disciplinante et éducation épanouissante selon les personnes, les groupes et les cheminements ;

- rendre la société plus éducative en cherchant la cohérence entre ce qui est dit, montré et fait (par exemple lutter contre les jeux électroniques violents, les vidéos pornographiques, les émissions et les publicités qui vantent l'inverse des valeurs à transmettre de coopération, de non violence...) ;

Pas de société civique sans éducation civique ; pas de citoyenneté sans formation sur nos collectivités locales, la nation et l'Europe ; d'où l'importance de développer les efforts en ce domaine depuis l'école jusqu'aux actions vis-à-vis des seniors appelés à voter. Rappelons que le civisme, c'est à la fois la civilité et la citoyenneté. Il convient donc d'articuler ces deux domaines et de ne pas séparer le fond et la forme, les enjeux civiques et les méthodes démocratiques.

C'est dès l'école qu'il faut apprendre à s'écouter, à débattre, à coopérer, à respecter la parole de l'autre, à observer et analyser le rôle des médias, etc. Ceci exigera aussi de maîtriser la langue et le sens des mots pour se comprendre.

C'est ensuite tout au long de la vie qu'il faut expérimenter et promouvoir l'éthique du débat et des méthodes démocratiques comme la construction des désaccords féconds, les forums ouverts, les jeux de rôle, etc. C'est chaque fois que possible qu'il faut créer des occasions de développer la citoyenneté, par exemple en multipliant les journées citoyennes, en promouvant le service civique.

3.5 - Engager la transition écologique

Nous ne pouvons continuer à prôner une croissance épuisant les ressources limitées de notre planète, incompatible avec une lutte cohérente contre le dérèglement climatique.

Nous pensons que l'ampleur des efforts à fournir ne pourra faire l'économie, dans les années à venir, d'un changement important, voire radical, de nos modes de production et de consommation et qu'il faut dès maintenant le prévoir et le préparer.

Parmi les efforts à faire en ce domaine, nous avons privilégié deux axes prioritaires, celui de la transition énergétique vers une économie bas carbone et celui de la refondation de notre agriculture.

En matière énergétique, nous ne partons pas de zéro : la loi sur la transition énergétique, promulguée le 17 août 2015, fournit déjà bon nombre de pistes de travail. Il convient néanmoins :

- d'évaluer les objectifs définis par la loi en regard des principes fixés par la COP21. Rappelons que la France, concentrée sur son rôle d'animateur, n'a guère précisé ses engagements lors de cette conférence ;

- de lancer le débat au niveau européen en vue d'harmoniser les engagements et les politiques des différents pays.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

Il faut ensuite passer à l'application concrète dans les transports, l'isolation des logements, l'industrie, la production d'énergie, mais aussi l'information et la formation des consommateurs, ce qui exigera un travail important de l'exécutif futur.

En matière agricole, les problèmes s'exacerbent depuis de nombreuses années. Ils mettent en jeu les modalités et les modes de régulation de la production, la capacité exportatrice et la sécurisation des débouchés, l'impact sur l'environnement et sur les terroirs comme sur l'aménagement du territoire, les réglementations et les subventions, les aides et les subventions à mobiliser, en lien avec l'Europe, etc.

Des pistes de rénovation sont explorées : agroécologie, contrats de filière, vente directe, etc. Le principal enjeu reste l'équilibre à trouver entre une agriculture produisant de la qualité dans des exploitations respectueuses de l'environnent et les coûts que les consommateurs et les contribuables sont prêts à payer. Les choix à faire ne sont ni clarifiés, ni donc encore traduits dans des politiques crédibles au niveau français comme européen et mondial.

Dans ces deux domaines, tous les outils doivent être mobilisés : réglementation, fiscalité, budget, ingénierie financière, normalisation, relations internationales, formation professionnelle, communication institutionnelle, pour assurer aux citoyens, aux entreprises et aux collectivités locales, un environnement favorable à la « croissance verte » et au développement des emplois verts. Pour assurer une mise en œuvre efficace, il importe surtout que l'ensemble des parties prenantes, y compris le citoyen de base, puissent délibérer et décider collectivement des choix à venir.

L'État n'assure plus, dans le domaine de la planification, un rôle aussi prééminent que dans les années 1970. Ce sont maintenant les collectivités locales, Région, Métropole et Intercommunalité qui ont souvent pris le relais pour les investissements locaux. Mais son impulsion, sa parole, son travail pédagogique, sa fonction de coordination et surtout son rôle de mise en cohérence, en lien avec l'Europe, des différentes politiques mises en œuvre demeurent indispensables.

Insistons sur ce point : ce que nous demandons à la future équipe gouvernante, ce n'est pas de créer un grand ministère de l'Environnement doté d'un gros budget et dirigé par un(e) ministre surdoué(e), mais bien plutôt que la transition écologique devienne le fil conducteur de l'action publique, qu'aucune politique publique ne soit décidée, qu'aucun discours officiel ne soit prononcé s'ils ne convergent pas avec cet objectif et ne contribuent pas à sa réalisation.

L'action publique sera d'autant plus efficace dans le domaine écologique qu'elle accompagnera les initiatives de la société civile (grandes ONG, associations locales, territoires, …) et des collectivités locales, plutôt que de vouloir imposer des solutions venues d'en haut.

3.6 - Pour une vraie réforme fiscale

La fiscalité, autant celle des personnes que celle des entreprises, a fait l'objet de nombreuses modifications, depuis 2012, sans qu'une **ligne directrice** claire ne soit tracée, ni qu'un discours cohérent ne les justifie. La plupart des mesures ont été décidées sans réelle concertation. Les « Assises de la fiscalité » lancées par Jean-Marc Ayrault peu avant son renvoi en février 2014 n'ont donné lieu qu'à un simulacre de débat public. En bref, la « **grande réforme fiscale** » promis par le candidat Hollande ne s'est pas produite, et le **consentement à l'impôt**, l'une des bases du contrat républicain, a plutôt régressé.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

Les besoins sociaux et collectifs sont d'une telle ampleur qu'une baisse substantielle de la fiscalité ne pourrait advenir, dans les années qui viennent, qu'au prix d'un appauvrissement du bien commun, d'une dégradation de la condition des plus pauvres et d'un affaiblissement des mécanismes de solidarité nationale. Alors que s'accroissent les inégalités en termes de revenus et de patrimoine, il est donc indispensable de **relancer la grande réforme fiscale** oubliée, sur des bases solides et pérennes :

- elle doit englober **l'ensemble des impôts et des charges sociales**, directs et indirects, des personnes et des entreprises, y compris les impôts locaux et les futures taxes européennes ;
- elle doit **s'inscrire dans l'après-COP 21**, et inciter aux économies d'énergie ;
- elle doit **favoriser l'investissement productif et citoyen**, et contribuer à résoudre la crise du **logement** ;
- elle doit prolonger les efforts entrepris pour **enrayer l'optimisation fiscale** légale et **réduire la fraude** ;
- elle doit revoir la façon de taxer les transmissions des gros patrimoines pour éviter l'augmentation des inégalités ;
- la fiscalité des personnes doit poursuivre des objectifs de **simplification, lisibilité, progressivité, et modernisation** ;
- la fiscalité des entreprises doit favoriser **l'emploi et l'innovation** et se préparer à une harmonisation au niveau européen.

Son efficacité et son acceptation par le corps social sont intimement **liées** à la **manière dont elle sera préparée**.

La concertation doit s'étendre à **l'ensemble des parties prenantes concernées** : experts universitaires ou citoyens, partis politiques, organisations syndicales et corporatives, associations familiales et de consommateurs, médias, et aussi **personnes ordinaires**, par le biais, par exemple, de panels de citoyens tirés au sort. Une place importante devra être faite à **l'expression citoyenne par internet**.

Le succès d'une telle démarche repose également sur une **méthodologie rigoureuse**, (faut-il un Conseil d'orientation de la fiscalité, comme évoqué dans le rapport OCQD 2015 ?) respectant les phases indispensables du débat :

- Recensement partagé des **constats** (« remise à plat »)
- Accord sur **les finalités et enjeux**
- Expression et formalisation des **accords**, des **divergences**, des **différences**
- Identification, étude et chiffrage des différentes **alternatives**
- Débat sur les **avantages** et **inconvénients** de chacune d'entre elles
- Recherche des **cohérences**, des **dynamiques**, du **bien commun sur le long terme**
- Rédaction d'un **rapport** mettant en évidence les **propositions consensuelles** et les principales **divergences**.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

Ce n'est qu'au terme d'un tel processus que le parcours **législatif** pourra s'engager.

Il n'y a pas, à notre avis, d'autre méthode pour **réduire** l'une des fractures les plus douloureuses de notre société : **la fracture fiscale** !

3.7 - Une Europe dynamique, ouverte sur son tissu social comme sur le monde

Puiser dans le projet européen les ressources à opposer à la dislocation du vivre ensemble

Alors que nous avons commémoré en 2015 la libération des camps de concentration, la mémoire collective nous rappelle que le continent européen a poussé à son apogée la logique destructrice du rejet de l'autre. En contrepoint, six années après la fin des camps de la mort la déclaration du 9 mai 1950, proposait dans un contexte hostile, un projet visant à rassembler les peuples européens pour rendre les guerres entre eux impossibles. Ce projet qui contenait en germe les bases de la construction européenne, était fondé sur une aspiration fondamentale à la réconciliation, à la paix, la compréhension mutuelle et reposait sur «le pardon et la promesse » selon la célèbre formule de Hannah Arendt.

La proposition de Jean Monnet et Robert Schuman visait à créer des solidarités de fait rapprochant, selon les mots de Jacques Delors, *« des hommes et des femmes séparés par la mémoire douloureuse des conflits et des millions de morts. Elles les obligeaient à échanger, non seulement des biens matériels, mais aussi des idées, des sentiments. Elles appelaient un minimum de règles du jeu et donc d'institutions. Ainsi, était combattu l'ennemi insidieux qui entretient la distance, la méfiance, le mépris de l'autre, la haine. »*. Aujourd'hui, il faut lutter contre de nouvelles distances et méfiances entre l'Union européenne, les pays membres et les citoyens, ces deux derniers privilégiant trop souvent des intérêts propres à court terme faute d'une dynamique de l'Union.

Construction politique originale, fondée sur une dimension spirituelle, le projet européen tel qu'il a été conçu à l'origine, pourrait nous inspirer pour éviter la dislocation du vivre ensemble national, européen et mondial. Le chantier qui s'ouvrirait alors consisterait à trouver les modalités pour reconstruire un tissu social porteur de liens et de pouvoir d'agir dans des sociétés où l'individu peut dissocier plus que jamais ses appartenances du territoire géographique où il se situe. Il s'agirait, comme le décrivaient Edgar Morin et Sami Naïr en 1997, de « *définir une nouvelle civilité dans un monde de plus en plus complexe et agressif.* » ou comme le propose l'appel de décembre 2015 « *Citoyens des peuples de la terre : créons notre propre pouvoir* ».

Affronter les défis posés par les conflits à nos portes et l'afflux de migrants

Les guerres dans des pays riverains de la Méditerranée et les tensions qui s'accumulent dans d'autres pays proches nous rappellent que la paix se construit en permanence et que les conflits sont causes de malheurs qui peuvent s'étendre de proche en proche jusqu'à nous toucher directement.

C'est pourquoi le Pacte civique depuis le départ et son groupe Europe depuis un an réfléchissent aux solutions à trouver aux problèmes des réfugiés et plus largement des migrations. La position du Pacte civique, en cours d'élaboration, pourrait être la suivante :

1. Une mondialisation réussie comporterait un droit à la mobilité et à l'installation, temporaire ou définitive, plus choisie que subie, obligeant chaque pays à construire une identité ouverte et non close. C'est le but à poursuivre, même s'il apparaît difficile en raison du poids du passé sur les identités et des écarts de développement. D'où la proposition de mise en place d'une organisation internationale pour aider à cette transition et accompagner les efforts tant des pays de départ que des pays d'accueil.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

2. Dans l'immédiat, l'Union européenne doit construire une politique commune des migrations et renforcer son action dans ce domaine, pour sauver l'espace Schengen, pour mieux protéger ses frontières extérieures et organiser l'accueil, pour respecter ses obligations internationales en matière de droit d'asile et répartir les accueils correspondants entre les pays membres, enfin pour adopter une politique commune vis-à-vis des migrants économiques ne relevant pas du droit d'asile, avec des accords avec les pays de départ. Cela suppose des moyens budgétaires particuliers. C'est la position que doit défendre notre pays.
3. Dans l'esprit de fraternité prescrit par l'article 1 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, les potentialités de générosité des sociétés civiles européennes doivent être sollicitées, encouragées et valorisées.
4. En France, plus particulièrement, la crainte du Front national ne doit pas conduire les autorités à fuir le problème, mais au contraire à l'assumer selon la ligne qui vient d'être définie : inconditionnalité du droit d'asile et amélioration des procédures de traitement des demandes, définition d'une politique commune pour les migrants ne relevant pas du droit d'asile, coordination avec la société civile pour un accueil fraternel des personnes qui ont dû fuir leur pays.

La crise qui menace l'Europe dans son existence même, que nous analysions en première partie, appelle une action cohérente et énergique. Il faut d'urgence relancer le projet européen avec les nations qui partagent cette priorité, en mettant en œuvre des politiques communes qui redonnent confiance aux citoyens : investissements d'avenir, formation et garantie jeunesse, migrations et coopération internationale, politique agroécologique commune. Il faut consolider la zone euro en lui donnant les moyens d'une gouvernance économique commune, incluant la fiscalité et les normes sociales. Il faut enfin inventer de nouvelles procédures démocratiques pour rapprocher les peuples et les territoires des institutions de Bruxelles.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

4/ Programme d'action du Pacte civique

L'action du Pacte civique en vue des échéances électorales de 2017 s'inscrit en continuité avec les objectifs de la phase 2, définis en janvier 2015 :

- émettre un message plus fort et plus clair ;
- relancer la diffusion du Pacte civique, mieux articuler l'action des collectifs locaux et renforcer le partenariat avec les organisations adhérentes ou proches ;
- concentrer les objectifs thématiques du Pacte civique.

Les rendez-vous trimestriels, évaluation de la qualité démocratique d'une action, exercice de discernement politique ou d'éducation citoyenne et initiative partenariale continueront à rythmer notre calendrier, en s'adaptant aux enjeux politiques.

Pendant la période qui s'ouvre, dont nous espérons qu'elle favorisera un débat citoyen en profondeur, le Pacte civique, tout en apportant sa contribution sur les thèmes qui lui sont chers (voir chapitre 3 ci-dessus), devra concentrer son action sur ce qui fait sa spécificité : observer les efforts de renouveau politique et d'amélioration de la qualité démocratique (aider ainsi à discerner ce qui va ou non dans la bonne direction), et favoriser la convergence des initiatives citoyennes, afin que la société civique en gestation trouve sa pleine expression et pèse sur les choix politiques.

4.1 - Observer et valoriser les efforts de renouveau politique et d'amélioration de la qualité démocratique

Nous cherchons à faire de la politique autrement, non seulement en réussissant à rendre plus utiles les élections de 2017 pour sortir de l'ornière notre pays, mais en promouvant dans la durée à la fois plus de qualité démocratique, plus de capacités citoyennes et des modes de gouvernement plus efficients. Travaillant à la fois sur ces trois domaines, le Pacte civique a crée en 2012 un **Observatoire citoyen de la qualité démocratique** (OCQD) pour mettre à la disposition de ses adhérents comme de l'ensemble de la société civique ce que nous pouvons percevoir du fonctionnement plus ou moins démocratique de notre système politique. Une question nous taraude : *Comment faire de la politique autrement sans d'abord faire le diagnostic d'où en est notre démocratie et de ce qui se cherche pour que les citoyens en fassent leur affaire face aux dérives de l'oligarchie républicaine et de l'étatisme?*

Les trois premiers rapports de l'OCQD, portant respectivement sur les années 2013, 2014 et 2015, ont examiné comment **notre système politique se situait entre pesanteurs et innovations. C**es dernières reposent sur de nombreuses initiatives démocratiques (comme les réseaux citoyens, les lanceurs d'alerte, les organismes d'aide à la décision politique) et sur des méthodes démocratiques :

- Délibérations préalables à des réformes importantes, par exemple :

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

- La loi sur la fin de vie, définitivement votée fin janvier 2016, a été préparée par la mission Sicard qui a animé des ateliers citoyens et par les travaux du Comité national d'éthique, ce qui a nourri le travail parlementaire (rapport de mission de deux députés Claeys-Léonetti, examen du projet de loi par en commissions, votes et navettes…).
- Pour favoriser un débat national sur la transition énergétique, il a été constitué des panels représentatifs des citoyens qui ont mobilisé le 25 mai 2013 un millier de citoyens.

- Développement de méthodes d'intelligence collective en lien avec l'éthique du débat (comme par exemple la construction des désaccords féconds).

Le rapport sur l'année 2015 intitulé « **Notre démocratie à l'épreuve** » a aussi pris en compte d'une part la montée du terrorisme et ses premières conséquences sur notre vie politique, d'autre part la demande croissante de faire de la politique autrement à la suite des élections départementales et régionales.

Il nous semble important de continuer notre effort et de coopérer avec d'autres organisations pour **développer nos capacités d'écouter les citoyens et les élus et d'observer pour discerner ce qu'il faut promouvoir et valoriser pour faire vivre la promesse démocratique.** Les citoyens ne s'impliqueront pour prendre de façon pertinente leur part de pouvoir et de responsabilité que s'ils ont mieux perçu ce qui fait la qualité démocratique et la manière de la promouvoir dans le cadre de l'édification de la société civique. D'où l'importance de relier amélioration de la qualité démocratique et édification d'une société plus civique chaque fois que possible.

C'est l'ensemble de notre société qui doit être attentive à ce qui se vit autour d'elle et être en veille sur ce qui advient, discerner et appuyer ce qui est constructif, initier ce qui permet de générer du bien commun...

4.2 - Favoriser la convergence des initiatives citoyennes et intergénérationnelles

Dans la perspective des échéances électorales de l'année 2017, nous assistons à un foisonnement d'initiatives politiques et citoyennes, extrêmement variées, dont le point commun nous semble la recherche d'un renouvellement de l'action politique, autant au niveau des méthodes (approfondissement démocratique, place des citoyens) que des personnes chargées de le mettre en œuvre.

Le Pacte civique s'inscrit sans réserve dans l'action rassembleuse de la plateforme "*Pouvoir citoyen en marche*", qui vise à mettre en relation les porteurs d'initiatives citoyennes et à tenter de faire converger leurs idées et leurs démarches. Ceci doit permettre d'une part de faire des échéances électorales de 2017 une étape utile pour faire de la politique autrement, d'autre part d'édifier dans la durée une société plus civique capable d'affronter les mutations en cours.

La contribution du Pacte civique se veut un apport spécifique apportant du souffle aux initiatives citoyennes et des réflexions sur des thèmes prioritaires et leur dimension démocratique. Elle devra être revue et complétée en donnant la parole aux collectifs, aux associations et aux organisations plus spécialisées sur l'une ou l'autre des thématiques abordées.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

Il est donc indispensable d'œuvrer, autant sur le contenu que sur la forme, avec des collectifs innovants et des réseaux mobilisant les jeunes générations, en particulier ceux en relation avec la plateforme "*Pouvoir citoyen en marche*". Sans leur contribution, nous nous exposerions à deux risques :

- Celui de lancer des propositions inadéquates, mal adaptées aux aspirations des nouvelles générations
- Celui de mal communiquer, et de verser au débat public un message inaudible, faute, en particulier, de maîtrise de l'outil numérique et de créativité artistique.

Ainsi prendra corps notre rêve d'une coopération fructueuse entre générations où les différences de point de vue et de sensibilité, exprimées clairement et sans complexes, ne mènent pas à l'affrontement mais à l'enrichissement mutuel.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org

5/ Conclusion : un message d'espérance et de confiance en l'avenir

Honorer la promesse démocratique dans le cadre de l'édification d'une société plus civique doit permettre de coconstruire une société plus fraternelle et une démocratie porteuse de plus de sens, de cohérence, de confiance et d'espérance. En premier lieu, il s'agit de redonner confiance aux citoyens en leur pouvoir d'agir localement et plus largement en l'importance d'assumer leur part de pouvoir selon leurs capacités (à promouvoir), leurs centres d'intérêt (à élargir) et leur ouverture sur le bien commun (à développer). Ensuite il est important de travailler sur la capacité de travailler ensemble, de coopérer, de partager le pouvoir en prenant en compte ce que chacun peut apporter. Enfin il faut approfondir quelles forces spirituelles permettent de renforcer notre désir de plus de sobriété, de justice, de fraternité pour faire face aux tragédies qui nous assaillent et alors retrouver la joie d'être français ensemble.

Faire de la politique autrement pour redonner confiance au peuple dans notre avenir et celui de nos enfants ne sera possible que si on arrive à élaborer et à faire partager un projet commun permettant de dégager un cap crédible pour les citoyens et prometteur pour la France. Sa mise en œuvre nécessitera de penser juste, parler vrai, décider avec courage, agir avec persévérance une fois les décisions arrêtées ensemble.

Collectif Pacte Civique
250 Bis, Boulevard Saint Germain – 75007 Paris
Tél. : 01 44 07 00 06 - contact@pacte-civique.org - http://www.pacte-civique.org